



**CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
DU 30 SEPTEMBRE 2022**

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

L'an deux mille vingt-deux, le trente septembre, à 18 heure 00, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents :

BLANDIN Lénaïc, BONIZ Jean-Jacques, BOSSER Christian, CALVEZ Gilles, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CANN Joël, CORNEC Élodie, CORRE Michel, CYRILLE Yves, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, FLOCH Jean- Bernard, GOALEC Bernard, GODET Nathalie, GRALL Renaud, GUILLORÉ Alexandra, HERVOIR Stéphane, JÉZÉQUEL Marc, LANGUENOU Céline, LE GALL Jean Noël, LE ROY Christine, LE SAUX Jean Luc, LECLERC Patrick, LÉON Jean-Jacques, LETEURÉ Tiphaine, LIÉGEOIS Hervé, MÉVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, PHILIPPE Georges, POUPON Julien, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLÉVÉRÉ Séverine, ROULLEAUX David, SERGENT André, SOUDON Chantal, SOUN, Véronique, TRMAL Marie-France, YVINEC Odile

Excusés :

APPELGHEM Ludovic (pouvoir à Gwénaëlle DALIS-ABGRALL)
BODILIS Jean-François (pouvoir à Tiphaine LETEURÉ)
KERLAN Frédéric (pouvoir à Patrick LECLERC)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)
LENUÉ Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
RIOU Michel (pouvoir à CORRE Michel)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)

Absents : Viviane BERVAS, BODÉNEZ Guillaume, NOWAK Carine

Secrétaire de séance : LE SAUX Jean-Luc

Propos liminaires du président Patrick LECLERC

Chers collègues,

Bienvenue à tous,

Tout d'abord, je vous présente Gautier BRETON, qui vient de prendre ses fonctions de Directeur des Services Techniques au sein des services de la Communauté d'agglomération. Ensuite, en guise de propos liminaire je ne reviendrai pas sur le transfert de la gestion des eaux pluviales urbaines, vous savez désormais tous que vous avez à faire délibérer vos conseils municipaux une première fois sur le rapport de la CLECT puis lors d'un conseil

suivant vous aurez à délibérer sur le régime dérogatoire et le mécanisme de fixation du montant des Attributions de Compensation (AC).

En introduction à ce conseil, je voudrais vous parler du sujet qui préoccupe les habitants, les entreprises et aussi les collectivités, à savoir le coût de l'énergie. J'espère que vous n'avez pas trop froid, le bâtiment ne sera chauffé qu'à partir du 15 octobre...

Vous avez dû tous recevoir vos simulations de factures émises par le SDEF indiquant des hausses incomparables. A titre d'exemple sur Landerneau, le montant de la facture d'électricité passerait de 381 000 € (pour info l'éclairage public ne représente qu'environ 1/3 de notre consommation électrique) à 1 213 000 €. Pour le gaz de 126 000 € à 620 000 €. En totalité la facture supplémentaire serait de plus d'1 300 000 € et correspond à 3,6 fois la facture initiale. Notre CAF cible étant d'1,5 millions d'euros minimum, autant dire qu'il ne restera pas grand-chose y compris pour des investissements en économie d'énergie...

Pour la CAPLD, nous venons de recevoir ces simulations, la facture électrique passerait de 286 000 à 1 031 000 € et celle du gaz de 54 000 € à 290 000 €.

Bilan un surcoût de 980 000 €.

Evidemment, nous avons encore des efforts à réaliser pour baisser notre consommation énergétique, d'ailleurs nous en avons produits à la CAPLD, notamment à la Piscine ou actuellement sur le bâtiment environnement ou encore dans les diagnostics énergétiques commandés sur nos bâtiments les plus énergivores, mais de telles hausses ne seront pas supportables pour nos collectivités.

Aussi, je m'associe à la motion cosignée par l'association des maires ruraux 29, l'association des maires 29, le président du SDEF et par le représentant des intercommunalités du Finistère publiée hier qui conclut en disant :

Dans ce contexte les collectivités :

S'alarment et s'insurgent contre les augmentations faramineuses des prix de l'énergie pour 2023, dans un contexte de crise énergétique sans précédent, constituant un tsunami pour les budgets des collectivités.

« Sollicitent une prise en compte de ce contexte exceptionnel, par la mise en place d'un bouclier tarifaire, semblable à celui qui a été mis en place pour les petites collectivités ou entreprises et particuliers, dans l'hypothèse où aucune autre solution n'aurait été trouvée pour réduire les prix concrètement facturés en 2023 aux collectivités.

Alertent le gouvernement sur cette situation très préoccupante pour les collectivités mais aussi pour les entreprises qui risquent d'opter pour la fermeture des sites à l'instar de BMGNV 29 pour les stations-services GNV.

Sollicitent également la mise en place d'un bouclier tarifaire pour les entreprises les plus impactées pour leur permettre de maintenir leurs activités économiques et éviter les fermetures de sites en 2023, entraînant ainsi des fermetures en chaîne. »

Nous sommes tous alertés par ces courriers du SDEF reçus les uns après les autres sur nos consommations potentielles d'électricité et de gaz : nous sommes conscients des efforts à faire, mais aujourd'hui force est de constater que l'évolution annoncée va rendre l'équation pour nos budgets quasi-impossible à résoudre.

Voilà ce que je voulais vous dire sur cette actualité en ce début de conseil.

DIRECTION GÉNÉRALE

Affaires générales

DCC2022_098 Approbation du PV du conseil de Communauté du 24 juin 2022

Résumé :

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil de communauté du 24 juin 2022

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 24 juin 2022.

DCC2022_099 Programme européen DLAL FEAMPA 2021-2027 : désignation des représentants à la commission mer et littoral

Résumé :

Pour la période 2021-2027 le FEAMP devient FEAMPA, Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture. Le DLAL-FEAMPA (Développement Local mené par les Acteurs Locaux) du pays de Brest doit être piloté par une gouvernance dédiée intitulée "Commission Mer et Littoral" (CML). Chaque EPCI du Pays de Brest a été identifié pour être membre de la CML. Il y a lieu de désigner nominativement les élus qui représenteront la Communauté d'agglomération dans cette instance.

Débats : Tiphaine LETEURÉ demande si le port de Landerneau fera l'objet d'une réflexion dans le cadre de cette commission afin de l'inscrire comme port patrimonial : il s'agit d'un label qualitatif qui pourrait valoriser la Communauté d'Agglomération.

Alexandra GUILLORÉ répond que le DLAL FEAMPA n'est pas sur ce registre de projet. La Région BRETAGNE porte ces fonds européens qui sont fléchés, à l'instar du programme LEADER vers le soutien aux projets à l'innovation sur une économie liée à la mer.

Le territoire communautaire est sans doute potentiellement moins concerné que d'autres qui eux possèdent une façade maritime plus importante et ont donc un littoral plus armé économiquement. Seule une entreprise d'écloserie sise à Hanvec a pu bénéficier d'un tel dispositif sur notre territoire.

La start-up implantée à Plougonvelin et qui a développé le recyclage et la réutilisation des filets de pêche est un exemple typique des aides accordées par le DLAL FEAMPA. La reconnaissance du port de Landerneau passe certes par un travail avec l'Etat et la Région, mais avec d'autres instances que la Commission Mer et Littoral dont il est question ici.

Patrick LECLERC trouve la question pertinente mais confirme que le port de Landerneau ne rentre pas dans le cadre de ce dispositif européen. La commission Mer et Littoral du DLAL FEAMPA est centrée sur le développement local porté via les projets des acteurs locaux. L'enveloppe contractée au niveau du Pays de Brest pour la période 2021-2027 est de près d'un 1M€ et pourra bénéficier aux initiatives portant sur le développement de l'économie maritime.

Alexandra GUILLORÉ précise qu'à la différence du fonds LEADER, pour chaque euro versé par l'Europe, la Région abonde aussi d'un euro : il ne faut donc pas hésiter à communiquer

auprès des entreprises. Comme tout dossier européen, le montage n'est pas toujours simple à porter, mais il existe une ingénierie au sein du Pôle Métropolitain du Pays de Brest à disposition des sociétés pour accompagner leurs demandes.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Valide la désignation des représentants de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas à la Commission mer et littoral du Pays de Brest :

Membre titulaire : GUILLORÉ Alexandra

Membre suppléant : GOALEC Bernard

Si le titulaire ou le suppléant désigné ne pouvait respecter son engagement auprès de la Commission mer et littoral du Pays de Brest, la Communauté d'agglomération informera la CML du nom de son nouveau représentant.

Arrivée de David ROULLEAUX avant la présentation du projet de délibération se rapportant à la désignation des membres de la Commission consultative des services publics locaux.

DIRECTION GÉNÉRALE

DCC2022_100 Commission Consultative des Services Publics Locaux Désignation des membres

Résumé :

En référence à l'article L1413-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), dès lors qu'une collectivité confie un service public à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'elle exploite en régie un service, dotée de l'autonomie financière, elle doit constituer une Commission Consultative des usagers des Services Publics Locaux (CCSPL).

La Communauté avait décidé, sans attendre d'avoir franchi le seuil des 50 000 habitants, de mettre en place une CCSPL, dès 2019, dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement.

L'intégration de la compétence mobilité impose de revoir la composition de cette commission, et de l'élargir par la même occasion, aux autres contrats de délégation dont dispose la Communauté. (DSP Moulin Mer, DSP Gorre Menez, DSP la Cabane aux Bruyères). La présente délibération abroge la délibération N° DCC N°2020-104 et propose de désigner les représentants de cette CCSPL au titre du collège élus et du collège associatif.

Débats : Patrick LECLERC expose que les organismes auparavant représentés ne siègent plus faute de membres et qu'il est difficile de trouver des volontaires. D'ailleurs les dernières réunions ne comportaient plus que des représentants de la Communauté.

L'intérêt de cette commission est quand même de se réunir avec la plus large représentativité possible. Un premier appel à candidature a été lancé, mais malheureusement n'a pas été couronné de succès. Mais après une nouvelle relance, certains partenaires se sont manifestés, ce qui fait qu'aujourd'hui, cinq associations avec cinq membres titulaires et autant de suppléants sont partants pour siéger. Comme il existe un parallélisme entre la représentation des membres des associations et des élus, il faut aussi désigner cinq conseillers communautaires et leurs cinq suppléants.

Quelques sièges restent à pourvoir et quelques conseillers ayant manifesté leur intérêt la commission est désormais au complet. Patrick LECLERC récapitule le nom des élus qui y siégeront dont celui de Julien POUPON puisque la mobilité est abordée dans cette commission.

Délibération :
Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve la composition de cette commission comme suit :

- Le Président de la Communauté ou son représentant,
- « 5 » conseillers communautaires titulaires et « 5 » conseillers communautaires suppléants :

TITULAIRES
Chantal SOUDON Julien POUPON Jean-Luc LE SAUX Nathalie GODET Anne TANGUY
SUPPLÉANTS
Jean-Jacques LÉON Jean-François BODILIS Gwénaëlle DALIS-ABGRALL Élodie CORNEC Michel CORRE

- « 5 » membres titulaires et « 5 » membres suppléants des associations locales suivantes :

Association AGIR ABCD		Association CLCV		Association COUP DE POMPE	
Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant
Jean-Pierre BERTHOU	Patrick QUENEZ	Dominique MICOLOD	Michelle LE ROUX	Violaine FICHOUX	Jean BODENEZ

Association ENTREPRENDRE		Association VERT DEMAIN	
Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant
Jean-Yves LAOUENAN	Alban BEAUDOUARD	Stéphane BENARD	Alain COAT

Le règlement intérieur de la commission sera présenté lors de la première réunion de la commission pour approbation.

DCC2022_101 Modification de la définition de l'intérêt communautaire en matière d'équipement sportif afin d'y ajouter la future salle de sports de Coat Mez à Daoulas

Résumé :

Afin de pouvoir réaliser la salle de sports de Coat Mez, il est proposé de l'intégrer dans la définition de l'intérêt communautaire de la compétence Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

Débats : Jean-Noël LE GALL pense que l'inflation et aussi la crise énergétique ont dû faire augmenter les coûts de ce projet d'investissement, estimés à 3,8 M d'euros en février 2022. Il s'en inquiète et estime que les partenaires devraient se réunir de nouveau pour échanger sur le budget à prévoir pour cette opération, notant au passage que le département apporte déjà un soutien financier conséquent.

Patrick LECLERC confirme effectivement les effets conjugués de l'inflation et de la crise de l'énergie qui contraignent les budgets de toutes les collectivités territoriales. La hausse des

prix des matériaux et de l'énergie impactera certainement les décisions et les arbitrages à venir.

Les échanges avec le Département du Finistère datent un peu, cependant malgré la hausse des prix des matériaux et la crise de l'énergie, il faut bien être conscient que les montants prévisionnels ne sont pas non plus extensibles à l'infini.

Aujourd'hui il est encore prématuré de re-chiffrer ce programme, d'autant que lors des échanges préliminaires entre les différents partenaires et usagers, le cahier des charges n'était pas encore été définitivement arrêté. Ce travail de concertation doit être repris pour poser un chiffrage actualisé.

L'objectif est d'essayer de maîtriser les coûts dans le cadre de ce type d'équipement, et notamment des salles de sports ou des fluctuations apparaissent suivant les concepteurs (AMO, bureau d'étude, architecte) des projets qui seront présentés. La solution pour maîtriser les coûts est de respecter l'enveloppe financière tout en réalisant un aménagement qui soit pleinement opérationnel en collant aux besoins réels des utilisateurs.

Gilles CALVEZ demande si une date a été fixée pour le commencement des travaux.

Patrick LECLERC répond que ce n'est pas encore le cas. Les estimations doivent être travaillées avec le futur AMO. Une fois cet AMO choisi, il va falloir d'abord recenser les besoins et procéder aux arbitrages, car il peut y avoir dans sa proposition des montants à corriger en fonction des évolutions souhaitées du projet, ce qui peut aller assez vite dans les mois à venir. Ensuite, il faut constituer le dossier du projet en lui-même, avec une vision la plus affinée possible, ce qui se fera probablement au courant du premier semestre 2023. La phase d'instruction qui comprend le dépôt du permis, les contraintes liées aux ERP, et les quelques subtilités foncières et d'assainissement en plus à résoudre projettent au mieux un démarrage des travaux pour la fin de l'année 2023 voire début 2024.

L'idée est de ne pas trop traîner et de construire cette salle d'ici la fin de cette mandature en raison des besoins du collège. Cela dit, il reste encore beaucoup d'étapes à franchir avant l'inauguration de cette salle laquelle une fois réalisée sera transférée en gestion à la commune de Daoulas.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Ajoute la salle de sports de Coat Mez sise à Daoulas, dans la définition de l'intérêt communautaire de sa compétence Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire, soit :

- le complexe de loisirs aquatiques Aqualorn à Landerneau,
- la salle omnisports La Cimenterie à Landerneau,
- le centre nautique de Moulin Mer à Logonna-Daoulas,
- la salle de sports de Coat Mez à Daoulas.

SERVICES À LA POPULATION

DCC2022_102 Redéfinition de l'action sociale d'intérêt communautaire

Résumé :

Il est proposé de redéfinir l'action sociale d'intérêt communautaire afin que la Communauté assoit ses compétences et sa légitimité dans le domaine social.

Débats : Patrick LECLERC précise bien que cette délibération ne porte pas sur un transfert

de compétence qui aurait nécessité une procédure différente et ~~d'avantage de travaux~~, mais qu'elle précise les domaines d'intervention de l'intercommunalité :

Quatre items ont été introduits dans l'action sociale d'intérêt communautaire qui correspondent à la réalité de ce que la Communauté fait dans le champ social aujourd'hui selon Jean-Luc LE SAUX :

- l'animation et la gestion du CLIC
- la mise en œuvre d'actions dans le domaine de la santé (la Communauté est partie prenante au contrat local de santé du Pays de Brest)
- la mise en œuvre d'une ingénierie sociale en soutien aux communes et CCAS et
- le soutien d'action à visée sociale ayant un rayonnement sur l'ensemble du territoire communautaire (suite à l'étude sur l'analyse des besoins sociaux, aux évolutions en cours de la Maison de services publics : France Services Itinérant...)

Tiphaine LETEURÉ estime que l'élargissement des compétences de la Communauté en matière d'action sociale proposée par cette délibération semble aller dans le bon sens en termes de services à la population. Elle demande néanmoins s'il ne serait pas possible d'aller encore plus loin. Elle rappelle la réflexion menée lors d'un séminaire des élus qui s'est tenu à SAINT-THONAN sous la mandature précédente : lors d'un atelier, la problématique de créer ou non un CIAS avait été abordée. Elle souhaite savoir où en est aujourd'hui cette problématique.

Jean-Luc LE SAUX explique que cette délibération couvre les actions actuellement menées par la CAPLD en termes de santé par exemple, la collectivité adhère déjà au Contrat Local de Santé, cependant le développement des initiatives relatives à ce secteur n'était pas clairement précisé dans les statuts de la Communauté d'agglomération.

La perspective de créer un CIAS a fait l'objet de quelques retours vers les élus, même si l'année marquée par le COVID n'a pas été favorable au recueil des données nécessaires à cette analyse des besoins sociaux. Le choix qui est fait aujourd'hui n'est pas forcément de s'orienter vers la création d'un CIAS, et à son sens une telle annonce était un peu prématurée. Cette idée d'outil a été lancée sans vraiment savoir ce qui allait être mis dedans.

L'analyse des besoins sociaux a montré que les questions en matière sociale sont remontées principalement vers les communes, or l'analyse réalisée n'a pas été assez affinée pour savoir concrètement ce dont elles ont besoin pour répondre aux demandes qui leur arrivent. Depuis le 1^{er} septembre, une action a été entreprise avec les CCAS du territoire : la possibilité d'écrire à une adresse mail « solidarité » sur laquelle les communes et les CCAS peuvent poser des questions : il s'agit d'une expérimentation pour interroger et/ou faire connaître concrètement les éventuels besoins que requièrent le règlement de situations, difficultés qui leur ont été remontés. Aujourd'hui, le ratio de retour est faible voire inexistant. Il ne faut pas que celles-ci hésitent à la moindre question qu'elles peuvent se poser à interroger, et renseigner cette adresse. En effet, tous les besoins seront recensés afin d'appuyer les communes si nécessaire. Ceci sans dénier les actions qui sont déjà entreprises en matière sociale par les communes.

Il s'avère que l'idée de la création d'un CIAS est allée trop vite dans les esprits. La priorité est de recenser et de connaître les besoins réels des communes avant de s'engager plus avant. Jean-Luc LE SAUX note en effet qu'il y a une multitude de questionnements au niveau du social qui est un mot valise.

Cette expérimentation qui a débuté le 1^{er} septembre est prévue pour durer six mois et permettra de mieux définir les contours de l'accompagnement et de l'appui de la Communauté dans ce champ d'intervention.

Patrick LECLERC voit dans la mise en œuvre d'une ingénierie sociale, une première réponse qui vient en soutien des collectivités. C'est la première marche à franchir avant d'aller plus loin et répondre aux problématiques que les communes peuvent connaître. En effet,

certaines situations précises requièrent parfois un peu de technique, pour trouver des solutions.

Cette délibération permet d'élargir les actions de la Communauté d'Agglomération en la matière.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve la redéfinition de l'action sociale d'intérêt communautaire comme suit :

- L'animation et la gestion du CLIC (Centre Local d'Information et Coordination gérontologique),
- Le soutien et la mise en œuvre d'actions menées dans le domaine de la santé et de la prévention ayant un rayonnement sur l'ensemble du territoire communautaire,
- La mise en œuvre d'une ingénierie sociale venant en soutien aux communes et/ ou aux CCAS et déployée sur l'ensemble du territoire communautaire.
- Le soutien et la mise en œuvre d'actions à visée sociale ayant un rayonnement sur l'ensemble du territoire communautaire.

Arrivée de Véronique SOUN avant la présentation du projet de délibération se rapportant à la Labellisation France Services Itinérante.

SERVICES À LA POPULATION

DCC2022_103 Labellisation France Services itinérante

Résumé :

Afin de pallier les inégalités sociales et territoriales d'accès aux droits et d'éviter le non recours, la Communauté souhaite solliciter la labellisation France Services itinérante.

Débats : Cette labellisation France Services itinérante permettrait selon Jean-Luc LE SAUX de prétendre dès cette année aux aides financières du dispositif France Service (de l'ordre de 15 000 €) pour soutenir le portage du poste de l'agent qui effectuerait les permanences itinérantes (formation...)

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le Président à signer la convention de labellisation France Services itinérante avec l'État.

TECHNIQUES

Eau potable

DCC2022_104 Subvention aux plantations d'arbres sur les périmètres de captage - opération 500 000 arbres du Conseil départemental du Finistère

Résumé :

Le Conseil départemental a lancé le projet de planter 500 000 arbres en 10 ans. Dans ce cadre, il soutient financièrement et techniquement les collectivités qui s'engagent dans cette

démarche.

La Communauté, souhaitant planter des arbres sur ses périmètres de captage, sollicite l'aide du Département.

Débats : Tiphaine LETEURÉ demande quelles sont les essences qui seront plantées.

Chantal SOUDON explique que les plantations se feront sur les préconisations de l'ONF : ce sont les agents de cet organisme qui vont proposer les essences qui conviennent le mieux aux milieux et périmètres concernés.

Un conseiller communautaire demande quelle quantité d'arbres sera plantée.

Chantal SOUDON indique que trois projets sont actuellement en cours de réflexion, mais que seuls les linéaires sont connus pour l'instant sur TREFLEVEZ (1,3 Km de haies à plat sur les captages de Saint-Pierre et Minilic), et Logonna-Daoulas (800m de haies à plat sur les captages de Goasven et Porsguenou). Pour Pencran (captage de Loguellaou), elle ne dispose pas encore de cette donnée.

Patrick LECLERC précise qu'il sera possible de comptabiliser les arbres plantés et d'en faire le décompte puisque l'aide est apportée à l'unité (50 € par arbre).

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Sollicite l'aide technique et financière du Conseil Départemental dans le cadre du projet 500 000 arbres en 10 ans, pour procéder à des plantations sur ses périmètres de captage.

Article 2 : Autorise son délégataire, la SPL Eau du Ponant, à solliciter cette aide auprès du Conseil Départemental au nom de la Communauté et pour son territoire.

Article 3 : S'engage, à travers son contrat de concession avec la SPL Eau du Ponant, à :

- prévoir une gestion durable du boisement créé ;
- faire apparaître l'aide du Conseil Départemental au sein des opérations de communication et d'information au sujet du boisement ;
- organiser des opérations de sensibilisation de la population.

DCC2022_105 Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Eau Potable - Exercice 2021

Résumé :

La Communauté exerce la compétence Eau Potable depuis le 1er janvier 2019, et à ce titre doit approuver le RPQS 2021.

Débats : Chantal SOUDON procède à la présentation de ce rapport et des faits marquants du service 2021 en renouvellement et en extension de réseaux notamment pour les travaux de sécurisation.

Pour Patrick LECLERC l'épisode de sécheresse connu cet été est marquant et démontre s'il en était besoin l'intérêt de la mutualisation pour la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable. En effet, le territoire communautaire n'a pas trop souffert parce qu'il est sécurisé, même si certains secteurs étaient en limite de manquer d'eau.

Chantal SOUDON précise qu'à l'échelle de la Communauté toutes les communes sont interconnectées ; ce maillage apporte une sécurisation, Tréflévenez n'était pas interconnectée, le programme de travaux a été validé en 2021 et les travaux mis en œuvre début 2022 sont désormais terminés, La Communauté a profité de ces travaux sur Tréflévenez pour sécuriser une partie de la commune de Le Tréhou qui ne l'était pas non plus.

Patrick LECLERC estime qu'en raison de la raréfaction des ressources en eau, il faudra intensifier les investissements de renouvellement de réseaux afin d'obtenir le meilleur rendement possible, qui d'ailleurs est plutôt bon sur le territoire communautaire. Des économies sont à trouver, comme en utilisant les eaux des stations d'épuration, ou l'eau de vidange de la piscine pour l'entretien des voiries ou le lavage des véhicules plutôt que de les voir terminer dans le réseau des eaux pluviales. Toutes ces réflexions seront à mener, si tant est que se multiplient les étés comme celui que l'on vient de connaître.

Chantal SOUDON indique qu'après la dernière réunion dite « sécheresse » qui s'est tenue hier en Préfecture, l'arrêté relatif à la sécheresse publié en août a été maintenu, les réserves hydriques n'étant pas encore reconstituée en raison du manque de précipitations.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable présenté en annexe pour l'année 2021 qui sera diffusé à l'ensemble des communes membres.

TECHNIQUES

Assainissement

DCC2022_106 Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Assainissement Collectif - Exercice 2021

Résumé :

La Communauté exerce la compétence Assainissement Collectif et doit à ce titre approuver le RPQS 2021.

Débats : Chantal SOUDON procède à la présentation de ce rapport et de quelques vues.

Elle précise que deux communes : Trémaouézan et Lanneuffret ne possèdent pas d'assainissement collectif.

Parmi les faits marquants, les travaux de construction de la station d'épuration de la Martyre-Ploudiry : la station a été mise en service le 21 mai 2021 et la réception de l'ouvrage prononcée début 2022 terminant un cycle d'investissement concernant les stations d'épuration.

700 mètres de canalisation ont été renouvelés en accompagnement des travaux de voirie de la Ville de Landerneau, boulevard Estienne d'Orves.

Le schéma directeur d'assainissement est en cours de réalisation, l'Agence de l'eau a validé son financement début 2022.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif présenté pour l'année 2021 qui sera diffusé à l'ensemble des communes membres.

Arrivée d'Anne TANGUY avant la présentation du projet de délibération se rapportant au RPQS assainissement non collectif.

DCC2022_107 Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Assainissement Non Collectif - Exercice 2021

Résumé :

La Communauté exerce la compétence Assainissement Non Collectif et doit, à ce titre, approuver le RPQS 2021.

Débats : Chantal SOUDON procède à la présentation de ce rapport et de quelques vues.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif présenté pour l'année 2021 qui sera diffusé à l'ensemble des communes membres.

TECHNIQUES

Eau et assainissement

DCC2022_108 Conventions de servitude de passage de canalisations souterraines de distribution d'eau potable et d'évacuation d'eaux usées ou pluviales en terrain privé : autorisation à donner au Président pour signer et publier les conventions

Résumé :

Pour tenir compte de l'extension des compétences de la Communauté d'agglomération, une nouvelle délibération doit être prise pour autoriser le Président à signer les conventions de servitudes de passage des canalisations.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Autorise le président à :

- signer toute convention à venir avec les propriétaires ainsi que tout autre document y afférant.
- signer les conventions régularisant les servitudes de fait avec les propriétaires ainsi que tout autre document y afférant.
- procéder à la publication de ces conventions.

AMÉNAGEMENT

Aménagement

DCC2022_109 Convention de servitude de passage du réseau ENEDIS sur le site de la Déchèterie de Daoulas (Parcelle B 0328)

Résumé :

Dans le cadre de l'aménagement de la déchèterie de Daoulas, un câble souterrain a été dévoyé dans la parcelle B 0328, propriété de la Communauté.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la constitution d'une servitude de passage de câble électrique en tréfonds au profit de la société ENEDIS, ainsi qu'une servitude d'accès, sur la parcelle cadastrée section B 0328 sur la commune de Daoulas,

Article 2 : Autorise le Président à signer la convention de servitude de passage se rapportant aux installations mentionnées ci-dessus avec la Société ENEDIS,

Article 3 : Autorise le Président à signer tout acte et tout document se rapportant à la servitude sur la parcelle cadastrée section B 0328 sur la commune de Daoulas.

Tourisme

DCC2022_115 Taxe de séjour communautaire, tarifs 2023

Résumé :

La Communauté d'agglomération a voté le 24 juin 2022 les tarifs de taxe de séjour applicables sur son territoire à compter du 1er janvier 2023 (n°DCC2022_085).

Débats : Patrick LECLERC demande à Morgane QUENTRIC-BOWMAN si elle connaît le montant collecté pour l'année en cours. Celle-ci répond que la somme définitive n'est pas encore connue, mais qu'actuellement 45 000 € ont été comptabilisés sur 80 000 € budgétés. Il est probable que ce chiffre soit atteint, voire même dépassé pour la fin de l'année. Aujourd'hui, l'effet dynamisant sur les recettes en lien avec les plateformes de réservation Airbnb, Abritel... est perceptible et compte désormais pour une part non négligeable dans le produit de taxe de séjour.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la présente délibération qui rappelle la taxe de séjour réglementaire à 0,20€ (+10 % de taxe additionnelle départementale) pour les campings 1 et 2 étoiles.

Article 2 : Approuve la présentation de la grille tarifaire ci-dessous, pour l'année 2023, qui précise la part de taxe de séjour revenant aux deux percepteurs que sont la Communauté d'agglomération et le Conseil départemental du Finistère

Nature et catégorie de l'hébergement	Tarif par nuitée et par personne		
	Tarif CAPLD 2023	Taxe add. départ. 10%	Taxe de séjour 2023
Palaces	2,27€	0,23€	2,50 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	1,36€	0,14€	1,50 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1,14€	0,11€	1,25 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,73€	0,07€	0,80 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles	0,59€	0,06€	0,65 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile	0,59€	0,06€	0,65 €
Villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,59€	0,06€	0,65 €
Villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles	0,59€	0,06€	0,65 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,45€	0,05€	0,50 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,20€	0,02€	0,22 €
Auberges collectives	0,59€	0,06€	0,65 €
Chambres d'hôtes	0,59€	0,06€	0,65 €
Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,45€	0,05€	0,50 €
Ports de plaisance	0,20€	0,02€	0,22 €

Article 3 : Autorise le président à entreprendre toute démarche relative à la mise en œuvre de ces décisions.

AMÉNAGEMENT

DCC2022_116 Subventions aux animations touristiques, 3ème session 2022

Résumé :

La Communauté d'agglomération apporte son soutien aux animations touristiques qui entrent en cohérence avec sa stratégie de développement.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Approuve la participation proposée pour l'animation touristique ci-dessous pour la 3ème session : période du 1er octobre au 31 décembre 2022.

Festival de jazz organisé par la commune de Logonna-Daoulas en octobre 2022 : 800 €.

Article 2 : Autorise le président à signer la convention, et tout autre acte administratif, avec la commune concernée pour permettre le versement de la participation.

Arrivée de Frédéric KERLAN durant la présentation du projet de délibération se rapportant à la politique de soutien aux événements et animations touristique.

DCC2022_117 Politique de soutien aux événements et animations touristiques à partir de 2023

Résumé :

La Communauté d'agglomération a souhaité réétudier son soutien aux événements et animations touristiques pour davantage de cohérence dans sa stratégie touristique.

Débats : Jean-Jacques LÉON demande s'il n'existe pas en raison de l'application d'un plancher de dépenses dans ce nouveau dispositif pour les animations touristiques (budget supérieur à 4000 €), un risque que soit écarté un certain nombre de projets de l'accès aux subventions de la Communauté.

Morgane QUENTRIC-BOWMAN répond que sur trente demandes déposées de subventions pour les animations touristiques en 2022 dans le cadre des appels à projets (hors animations Ti Ar Vro), seulement six auraient été exclus du dispositif en appliquant le plancher proposé. Ce sont principalement des animations « locales » avec de petits budgets, mais qui pourraient très bien être aidées par les communes. Seuls quelques événements se retrouvent exclus, sachant que le seuil de 4000 € est en fin de compte assez facile à atteindre.

Tiphaine LETEUREÉ estime qu'il est important d'insister sur le fait que ces événements majeurs doivent respecter les valeurs de la Communauté d'agglomération, notamment en ce qui concerne le développement durable, la gestion des déchets et des mégots de cigarettes. Le financement de ces manifestations doit réellement s'accompagner de la prise en compte de la qualité de l'environnement qui doit être préservé, amélioré et en aucun cas détérioré.

La sobriété énergétique, qui devient un grand enjeu sociétal et aussi communautaire doit faire l'objet d'une réflexion dans les modalités même d'organisation, de mobilisation de moyens de ces animations et manifestations. Pourquoi ne pas assortir les financements au respect d'une charte environnementale ? Ce dispositif de financement a l'air plus pratique que l'ancien, voire plus performant, mais il faut absolument que ces événements majeurs soient soumis à un accompagnement pour protéger et améliorer le territoire en matière environnementale.

Morgane QUENTRIC-BOWMAN précise que cette dimension environnementale est bien prise en compte dans les appels à projet concernant les événements majeurs mais aussi les plus petites animations. Elle souligne que pour les actions qui ne bénéficieraient pas des aides financières, la Communauté d'agglomération propose un soutien relatif à la communication au travers de l'Office de tourisme qui peut les accompagner et les aider à communiquer sur leurs événements, contribuer à les faire grandir, car il n'est pas négligeable pour une association de pouvoir bénéficier de ce vecteur de communication comme aide offerte à toutes les animations du territoire.

Gilles CALVEZ demande s'il est techniquement possible, comme par exemple pour le festival de jazz qui se tient à Logonna-Daoulas, de présenter un seul dossier mais qui comporterait plusieurs animations pour atteindre le plancher de 4000 €, d'étaler un budget de 4000 € ou plus sur plusieurs dates sur une durée de 6 mois ?

Morgane QUENTRIC-BOWMAN explique que le principe est de ne proposer qu'un seul événement et non plusieurs animations. La Communauté ne considère pas la programmation culturelle annuelle d'une commune ou d'une association mais étudie les événements au cas par cas. La Communauté se détermine sur une animation touristique précise (une exposition par exemple), sinon tous les projets tomberaient dans le dispositif en détournant le critère du plancher institué.

Gilles CALVEZ estime que les animations culturelles organisées sur la Commune de Logonna-Daoulas vont globalement voir leur facture énergétique plus que doubler, pour passer de l'ordre de 10 000 € à 25 000 € : par conséquent, pour lui, elles ne feront l'objet que d'un seul projet et d'un seul dossier de demande de subvention.

Pour Patrick LECLERC, cet échange est récurrent depuis trois ans, à chaque période budgétaire. Le débat a lieu lors du Bureau élargi aux Maires, mais il faut arriver à un moment à trouver le cadre idéal. L'esprit de cette délibération n'est pas de remettre en cause les animations en fonction de leur taille, car elles ont toutes un intérêt. L'idée est de privilégier et soutenir celles qui sont cohérentes avec la politique communautaire : c'est pour cette raison que les sports nature ont été rajoutés, puisque les circuits de trails sur le territoire vont être développés. Par exemple, six circuits peuvent potentiellement être réalisés sur le territoire communautaire : ils ne seront pas tous opérationnels l'année prochaine, mais la perspective est d'investir collectivement sur ces parcours, l'intercommunalité et les communes ensemble. Si un ou deux événements bénéficiant de promotion rythment l'année, ce serait une bonne chose et d'ailleurs l'accompagnement serait fléché vers ceux-ci, ce qui rejaillira globalement et favorablement sur les autres trails. Le sport nature est une nouveauté qui doit évidemment respecter les contraintes environnementales.

Le souhait est d'apporter de l'aide à toutes les manifestations qui contribuent au développement du territoire et pas seulement celles se déroulant à Landerneau. Elles sont nombreuses et sont et continueront d'être accompagnées, mais les démarches avaient besoin d'être simplifiées. En effet, les services communautaires prennent beaucoup de temps pour répertorier et étudier tous les projets déposés, pour parfois un accompagnement de l'ordre seulement de 200€ ou 300 €, ce qui à la fois est important pour le porteur du projet, mais symbolique à l'échelle du territoire.

Le Président fait d'ailleurs le parallèle avec la politique des fonds de concours destinés aux communes : le budget alloué est de 1 M d'euros pour pouvoir soutenir de façon significative les projets d'investissement des communes. En étant accompagnées dans ce registre des fonds de concours pour leurs projets les plus importants par la Communauté sans commune mesure avec les aides aux animations, il estime que les communes peuvent alors plus facilement consacrer désormais 200 € à 300 € pour une manifestation qui, sans remettre en cause son importance a un rayonnement plutôt local. Les dossiers disposant de petits budgets arrivent pour analyse à des commissions qui impliquent beaucoup de monde pour au final ne pas avoir de retour une fois la manifestation passée. Effectivement ce travail de contrôle a posteriori ne peut pas être réalisé sur l'ensemble des manifestations accompagnées précédemment : donc seules seront traitées, en raison du nombre de dossiers, les manifestations les plus importantes disposant d'un certain budget et ayant un impact en termes d'attractivité.

L'esprit de cette délibération est de se concentrer sur les événements majeurs plutôt que sur les petites animations. Néanmoins, avec un budget de moins de 4000 €, il est tout à fait possible d'organiser de belles manifestations, mais qui ont plutôt vocation à être accompagnées par les communes.

Le festival « Sonj », dont l'idée est de rayonner sur toutes les communes a fait l'objet d'un accompagnement conséquent. Il y a eu huit ou dix communes qui ont été concernées par cette première édition, et un bilan objectif pourra être tiré au bout de deux à trois éditions. Le but est d'aller chercher d'autres partenaires afin qu'il y ait une animation d'envergure qui se déroule sur chacune des communes de la Communauté d'Agglomération, avec une action

de plus grande stature qui parle du territoire et qui fait découvrir le patrimoine mis en scène à certains habitants qui n'y auraient pas accès autrement. Dès cette année, les organisateurs vont déjà pouvoir tirer des enseignements. Certaines choses étaient très bien, et d'autres moins, alors effectivement il y a des améliorations à apporter, tout le monde en est conscient : mais le concept est d'organiser un événement communautaire global plutôt que d'accompagner une initiative locale sur 100 € ou 200 €.

La multiplication des demandes est très prenante en durée d'instruction pour des montants qui sont somme toute peu significatifs. Cette philosophie qui est aujourd'hui proposée peut très bien faire l'objet d'un retour en arrière, mais Patrick LECLERC pense que c'est une façon de penser plus rationnelle qui permettra de mieux accompagner les associations concernées et aussi de mieux valoriser leurs actions, les faire rayonner et les tirer vers le haut.

L'avenir dira si cet esprit perdurera, mais l'enveloppe financière est quand même conséquente. L'angle est porté sur des animations qui doivent avoir une aura touristique, un impact car auparavant il était parfois difficile de justifier certaines manifestations qui étaient proposées mais qui n'avaient pas forcément une connotation touristique et donc leur place à cet endroit, notamment celles concernant la promotion de la langue et de la culture bretonnes.

Effectivement, l'association Ti Ar Vro est très investie dans ce domaine pour trouver des financements et proposer un certain nombre d'animations. Alors oui, la volonté d'accompagner la langue Bretonne au travers de la dimension touristique atteignait facilement ses limites, même si certaines animations étaient justifiées (visites guidées etc...) Cette thématique langue et culture bretonne est désormais isolée du tourisme pour lui donner une plus grande lisibilité et un travail est actuellement en cours. Une réunion pilotée par Chantal SOUDON s'est tenue le 14 septembre avec l'ensemble des communes et les référents bretonnants. Un budget va être dédié à la langue et à la culture bretonnes : Arvorig FM, Ti Ar Vro, l'OPLB, les engagements de la charte Ya d' ar brezhoneg... Cette approche sera plus claire que de passer par l'angle de l'animation touristique et permettra aussi de mieux accompagner ce volet breton.

Alexandra GUILLORÉ apporte son soutien à la sobriété énergétique, mais plus largement estime qu'il s'agit du bilan carbone dans sa globalité qu'il faut appréhender. Une commune proche de l'agglomération Rennaise travaille aussi sur ce sujet, et sa commission culture, de manière très factuelle a constaté que le plus gros responsable du bilan carbone est le public. Elle est convaincue qu'il faut monter en exigence sur ce sujet, car c'est une évidence de respecter cette logique, comme la Communauté le fait en matière de biodiversité : alors pourquoi ne pas réaliser un document de planification afin de réduire et compenser ces émissions, car il ne sera pas possible de tout arrêter. Effectivement derrière ces événements majeurs, il y a de l'emploi et aussi de la création artistique. Le travail doit porter sur la réduction et la compensation, ainsi le tournoi de football de Dirinon peut être cité en exemple, avec un tri des déchets exemplaire qui devrait être diffusé à l'ensemble des manifestations de toutes tailles. La crise du bénévolat peut freiner ces actions, pour autant c'est un travail global sur le bilan carbone qu'il faut réaliser, avec des pistes de compensation, pour ne pas que ces exigences se soldent par une « décroissance » de la culture Il faut donc bien mesurer les choses.

Tiphaine LETEURÉ demande quel serait le budget alloué à la langue Bretonne ?

Chantal SOUDON indique que le sujet sera abordé mardi prochain en bureau communautaire pour déterminer un budget (de l'ordre de 10 000 € à 15 000 €). Pour Patrick LECLERC au-delà des animations, la collectivité a la volonté de porter directement des initiatives et la première qui pourrait être mise en place serait de produire un document recensant toutes les actions existantes, toutes les ressources locales autour de la langue Bretonne. Cela permettrait à un nouvel arrivant de savoir où se trouvent les écoles bilingues et où sont dispensés des cours de breton par exemple. Le Président a déjà pu consulter un tel document à la Communauté d'agglomération de Quimperlé, qui lui paraît assez simple à réaliser, mais qui

permettrait d'asseoir l'accompagnement communautaire. L'intercommunauté pourrait en assurer le financement en direct.

Georges PHILIPPE expose qu'une manifestation de type « couleurs de Bretagne », organisée commune par commune n'atteindra sans doute pas le plancher de 4000 €, ce qui serait par contre possible en mutualisant et additionnant les coûts de toutes les municipalités partenaires. Cette animation rayonne quand même sur tout le territoire et attire des touristes de l'extérieur : ne serait-il pas possible de considérer qu'elle soit portée par une association des collectivités locales pour atteindre alors le seuil de participation.

Patrick LECLERC entend le raisonnement de Georges PHILIPPE et comprend bien que chacun va défendre sa petite association. Pour ce qui est de « couleurs de Bretagne », il lui semble que la participation de la Communauté d'Agglomération s'élevait à environ 300 €.

Morgane QUENTRIC-BOWMAN précise que la somme accordée n'avait aucun fondement logique sur le plan touristique étant donné qu'elle abondait la participation des communes principalement affectée à l'organisation d'une collation d'accueil des artistes.

Patrick LECLERC pense sincèrement que ce type d'animation a bien évidemment toute sa raison d'être, pour autant est ce bien le rôle de la Communauté d'instruire ce type de dossier, d'inviter le Comité « couleurs de Bretagne » pour au final accorder une participation de 300 €. Il est bien évidemment possible de la faire monter en puissance, mais il serait sans doute préférable que la Commune de Tréflévénez soit candidate à la prochaine édition du festival « Sonj ». La Communauté d'Agglomération pourrait alors soutenir un spectacle ou une création, ce qui viendrait aussi souder le territoire autour d'un parcours commun. Certes il faut garder un minimum de souplesse, mais l'idée est d'aider des manifestations qui ont un minimum de budget, et comme le rappelait Morgane QUENTRIC-BOWMAN, la somme de 4000 € est rapidement atteinte.

Après ces prises de paroles, et pour conclure, Morgane QUENTRIC-BOWMAN informe l'assemblée de la création et du lancement du nouveau site internet de l'office de tourisme, qui se veut plus créatif et avec une interface plus ludique. Elle invite les conseillers communautaires à aller le consulter.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Approuve les modalités d'intervention de la collectivité ci-après exposées qui mettent l'accent sur les animations existantes, d'envergure au moins communautaire, et qui contribuent davantage à l'attractivité du pays de Landerneau Daoulas.

Type d'événement ou animation	Modalités d'intervention
Événements majeurs	Subvention allouée en fonction du budget de l'événement : - budget +150K€ : 10 000€ - budget entre 50K et 150K€ : 8000€ - budget entre 15 et 50K€ : 5000€ À noter : les Balades photographiques de Daoulas rejoignent cette catégorie en 2023
Animations touristiques	Répartition de l'enveloppe annuelle, selon 2 critères : 1 : l'envergure de l'animation : - Si budget inférieur à 4 000€ : pas de subvention CAPLD

	<p>- Si budget supérieur ou égal à 4000€ : 20%, subvention plafonnée à 4000€</p> <p>2 : la thématique de l'animation : la CAPLD souhaite cibler les événements ou animations touristiques d'ordre culturel, patrimonial et de découverte nature.</p> <p>Le Conseil de communauté votera ces subventions sur la base des budgets prévisionnels des animations touristiques, néanmoins les subventions seront réétudiées en fonction des dépenses réelles, pour ne pas dépasser le plafond de 20% des dépenses éligibles. Le versement se fera sur présentation des dépenses réelles, certifiées sincères et véritables.</p>
Activités nautiques estivales	Maintien de subvention 3 000€ par centre Discussion à engager avec les centres nautiques dans le cadre global de la politique de soutien de la CAPLD
Commune de La Roche Maurice Maison du Patrimoine	Prise en charge de 50% des dépenses RH liées à l'animation du site sur les ailes de saison (avril à juin et septembre-octobre) Montant maximal : 3000€
SPREV	Prise en charge de la présence de guides bénévoles en été, sur certains sites religieux du territoire Montant maximal : 4500€

Article 2 : Autorise le président à signer les conventions, et tout autre acte administratif, avec les communes, associations et partenaires concernés pour permettre le versement des participations.

AMÉNAGEMENT

Aménagement

DCC2022_110 Accompagnement financier de la Communauté dans le cadre de la plateforme énergétique du pays de Brest : Tinergie

Résumé :

Le conseil de Communauté en date du 24 juin 2022 (délibération n°DCC2022_080) a validé l'intégration de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas à la plateforme de rénovation énergétique du pays de Brest : Tinergie. En complément et au-delà du financement pour assurer le fonctionnement du dispositif Tinergie, il est envisagé une enveloppe financière pour inciter et accompagner les ménages dans leurs travaux.

Débats :

Alexandra GUILLORÉ indique que Tinergie couvre désormais tous les territoires du Pays de Brest. Le dispositif est plus lisible car c'est le même sur l'ensemble du Pays de Brest. Cette plateforme est faite pour généraliser la rénovation énergétique et compléter les dispositifs d'aides existants. Il s'agit de massifier les travaux d'économie d'énergie, de performance énergétique sur un maximum de bâtis. L'objectif est d'accompagner, simplifier et sécuriser le parcours de l'usager dans la rénovation de leur logement. Le service n'a plus rien à voir avec celui rendu précédemment avec désormais un accompagnement de A à Z. Il s'agit d'une montée en gamme pour Alexandra GUILLORÉ avec un service rendu à l'ensemble de la population quels que soient leurs revenus. Les enjeux en matière de

transition énergétique sont de plus en plus pressants et indispensables. Tinergie conseille les personnes tout au long de leur projet, propose un parcours sécurisé avec une évaluation énergétique et des conseils pour bien définir les besoins.

Les propriétaires occupants de maisons individuelles situées sur [le Pays de Landerneau-Daoulas](#) peuvent être accompagnés techniquement et financièrement dans leur projet de rénovation. Cette plateforme informe sur les aides financières, fournit une liste de prestataires agréés, aide au montage des dossiers, analyse les devis et réalise une évaluation énergétique après travaux.

L'apport de ce guichet unique est essentiel pour faire un diagnostic préalable (pris en charge), se retrouver dans le maquis de subventions, cibler les habitations les plus énergivores.

Les aides locales s'additionnent aux aides nationales. La Communauté apporte 90 000 € pour déployer le dispositif en faveur des particuliers ; ce sont environ 70 000 € d'aides qu'apporte en complément la Communauté sur deux volets : 50 000 €/an en fonction des gains énergétiques et 20 000 €/an pour accompagner la transition vers des modes décarbonés du chauffage (solaire, bois ...)

Alexandra GUILLORÉ souligne qu'il ne faut pas oublier les bailleurs sociaux que la Communauté accompagne aussi.

Il est prévu prochainement un point presse pour présenter ce guichet unique de la rénovation énergétique qui assurera 2 permanences mensuelles à la MSP.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Donne son accord à la mise en place d'un dispositif d'aides communautaires Tinergie tel que décrit dans la présente délibération en faveur des propriétaires réalisant des travaux d'économie d'énergies, à savoir :

1/ Subventions en fonction des gains énergétiques :

- aide à la réalisation de travaux permettant un gain énergétique inférieur à 25 % : 125 euros
- aide à la réalisation de travaux permettant un gain énergétique entre 25 % et 35 % : 250 euros
- aide à la réalisation de travaux permettant un gain énergétique d'au moins 35 % atteignant la classe D : 1 000 euros
- aide à la réalisation de travaux permettant un gain énergétique d'au moins 45 % atteignant la classe C : 1 500 euros
- aide à la réalisation de travaux permettant un gain énergétique d'au moins 55 % atteignant la classe B : 4 000 euros

2/ Subventions complémentaire (bonus) pour l'installation d'un dispositif d'énergies renouvelables (solaire et bois) :

- aide pour l'installation d'un dispositif solaire thermique : 800 euros
- aide pour l'installation d'une chaudière bois à granulés : 1000 euros
- aide pour l'installation d'un poêle à bûches ou à granulés (dans le cas de logement chauffé par radiateurs électriques) : 300 euros

Article 2 : Autorise le Président à prendre toutes les mesures administratives, juridiques et financières nécessaires à la mise en place et au versement des aides communautaires dans le cadre du dispositif Tinergie.

Urbanisme

DCC2022_111 PLUi - Modification n°1- Réalisation d'une évaluation environnementale

Résumé :

Par délibération en date 28 février 2020, le conseil de Communauté a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Il est entré en vigueur le 8 juin 2020. Après deux années d'application, il est apparu nécessaire de faire évoluer le PLUi afin de permettre l'ajustement du document d'urbanisme à certains projets et réflexions, d'améliorer l'écriture réglementaire de certaines dispositions en tenant compte notamment du retour d'expérience de la mise en œuvre du PLUi.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Décide de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de modification n°1 du PLUi de la Communauté.

Article 2 : Autorise le Président à signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la réalisation de l'évaluation environnementale de la procédure de modification n°1 du PLUi de la Communauté.

AMÉNAGEMENT

DCC2022_112 PLUi - Modification n°1 : justification de l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de trois zones 2AU sur les communes de Tréflévenez, Hanvec et Plouédern

Résumé :

Par délibération en date 28 février 2020, le conseil de Communauté a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Il est entré en vigueur le 8 juin 2020. Après deux années d'application, il est apparu nécessaire de faire évoluer le PLUi afin de permettre l'ajustement du document d'urbanisme à certains projets et réflexions, d'améliorer l'écriture réglementaire de certaines dispositions en tenant compte notamment du retour d'expérience de la mise en œuvre du PLUi.

Débats : Tiphaine LETEURÉ constate que cette délibération traite de trois projets différents (Hanvec, Tréflévenez, Plouédern). Ainsi, au sud de Plouédern, il s'agit de l'urbanisation d'une parcelle au bourg afin de créer une voie d'accès pour les camions au niveau du site industriel qui visiblement va fortement s'agrandir. Ce soir le vote porte sur une petite parcelle, dont l'ouverture à l'urbanisation risque d'avoir des répercussions, notamment en termes d'environnement. Elle souhaite donc avoir un peu plus de renseignements sur ces travaux.

Bernard GOALEC répond que l'entreprise en place (FRONERI) n'a pas de projet d'extension dans les prochaines années. A sa connaissance, l'entreprise n'évoque aucun projet de développement pour les quinze ou vingt années à venir.

Il existe par contre un dossier d'installation classée relatif à une station d'épuration qui permet au site de se mettre au niveau des capacités de production. L'établissement a effectivement réalisé en 2020 et 2021 des investissements assez conséquents avec la mise en place d'une chaîne de production supplémentaire. Aujourd'hui le système épuratoire de l'entreprise repose sur un dispositif de plan d'épandage, qui atteint ses limites compte tenu des nouvelles quantités produites, d'où le projet de station qui est proposé. La délibération ne porte que sur une voie de desserte puisque l'emplacement choisi pour cette unité de traitement amènera une réorganisation du site actuel. Il s'agit d'une emprise de 3000 m² sur la zone 2Aui, qui est d'ailleurs bien plus large.

Patrick LECLERC confirme que cette délibération ne porte pas sur les travaux relatifs à la station d'épuration, mais bien sur une voie de desserte, qui reste une action à la marge. Effectivement, un projet plus important nécessiterait une révision du PLUi, et alors ce n'est plus du tout la même procédure qui s'appliquerait.

Tiphaine LETEURÉ interroge le Président au sujet de pièces complémentaires à la délibération relative à l'enquête publique environnementale concernant le développement de l'entreprise FRONERI qu'elle a reçues ce jour sous forme dématérialisée.

Patrick LECLERC répond que ce message adressé aux conseillers municipaux concerne le prochain Conseil Municipal de la Ville de Landerneau, mais Tiphaine LETEURE estime que ce dossier a quand même un lien avec la présente délibération.

Patrick LECLERC indique que l'objet est différent : la délibération présentée ce soir ne traite pas de la station d'épuration sur laquelle les communes limitrophes ont ou doivent délibérer, mais de la justification de l'ouverture à l'urbanisation de zones déjà urbanisables sur les communes concernées.

Alexandra GUILLORÉ précise que les communes vont être appelées à voter sur le dossier ICPE relatif aux installations classées.

Bernard GOALEC rajoute qu'une enquête publique étant actuellement en cours (du 19 septembre au 20 octobre 2022), la Commune de PLOUEDERN n'a pas encore délibéré et Patrick LECLERC précise à nouveau que les deux délibérations, celle présentée ce soir et celle évoquée par Tiphaine LETEURE ont un lien avec la modernisation du site, mais que les deux objets sont bien distincts.

Alexandra GUILLORÉ explique qu'effectivement les habitants de Plouédern vont être amenés à se prononcer deux fois sur ce dossier : une fois via l'enquête publique liée au dossier ICPE (volet environnemental) de la station d'épuration et une autre fois au titre de l'ouverture à l'urbanisation de la bande de terrain objet de la délibération présentée ce soir. Il est vrai que c'est une accumulation de procédures pour des points qui somme toute auraient pu être traités globalement. Malheureusement les règles procédurales ne le permettent pas. Ce ne sont pas les mêmes sujets et le contenu n'est pas le même dans le cadre d'une enquête publique environnementale que dans celui d'une ouverture à l'urbanisation. D'un côté la vérification va porter sur les mesures de capacité épuratoire du terrain et de l'autre le contrôle va plutôt porter sur une concordance avec les logiques du SCOT et du PLUI.

Bernard GOALEC précise que l'ouverture à l'urbanisation telle que proposée ne permet pas les projets de développement de l'entreprise.

Tiphaine LETEURÉ estime que la somme des informations relatives à la station d'épuration couplées à l'urbanisation de cette bande de desserte, plus certaines données concomitantes relatives à un développement potentiel des activités industrielles peuvent prêter à confusion.

Bernard GOALEC ne connaît pas l'origine des informations portées à l'attention de Tiphaine LETEURE, mais il certifie- à moins d'être mal informé- que la source n'est pas bonne car la Mairie de Plouedern n'a aucune connaissance d'un projet d'extension des activités.

Alexandra GUILLORÉ estime que la création d'une station d'épuration qui va faire stopper un épandage n'est pas une mauvaise nouvelle en soi. Pareillement lorsqu'une entreprise du territoire développe ses capacités de production et d'emplois. Ce n'est pas le rôle de l'inter-communalité de mesurer les incidences environnementales de tout développement, qu'il soit économique ou résidentiel, mais plutôt celui de la MRAE (Mission Régionale d'Autorité Environnementale) C'est d'ailleurs plutôt un bon message, un bon signal, celui que de voir les entreprises se développer sur le territoire communautaire et ainsi créer des emplois pour les habitants.

Patrick LECLERC conclut que les délibérations à suivre indiquent la rentrée dans une phase de concertation publique, où chacun pourra se prononcer en fonction des objets de l'enquête. Ce soir, le débat porte uniquement sur une modification marginale de trois petites zones qui sont à retoucher en termes de zonage déjà urbanisable.

Georges PHILIPPE s'interroge sur le dossier concernant le château de Kerezellec, actuellement classé en zone naturelle, Il ne faudrait pas que le projet soit décalé d'autant.

Alexandra GUILLORÉ répond que certaines situations n'ont pas été anticipées. Toutefois après la procédure lancée, il y a la possibilité de faire des réserves ou des remarques qui à ce moment-là seront prises en compte. Ce n'est pas parce que ce n'est pas prévu dans la procédure initiale qu'une situation est gelée pour les cinq prochaines années : la demande de modification se rajoutera quand la commune passera le sujet en Conseil Municipal.

Patrick LECLERC et Alexandra GUILLORÉ indiquent qu'une révision du PLUi sera lancée certainement avant la fin de ce mandat.

Patrick LECLERC précise que cette révision sera plus restrictive, mais il peut exister aussi quelques cas à la marge, ou quelques m² dont l'emplacement n'est pas très impactant qui peuvent bloquer certaines situations.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

Article unique : Approuve, au regard notamment de la faisabilité opérationnelle des projets, la justification et l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation des zones suivantes dans le cadre de la modification n°1 du PLUi :

- la zone 2AUH au Nord du bourg de Tréflévénez (et le reclassement en zone 2AUH d'une partie de la zone actuellement classée en zone 1AUH2 au Sud du bourg) ;
- une partie de la zone 2AUH au bourg d'Hanvec sur le secteur du Rest afin d'inclure une future voie de desserte en zone 1AUH2 ;
- une partie de la zone 2AUI située au Sud du bourg de Plouédern afin de permettre la réalisation d'une voie de desserte au site industriel.

DCC2022_113 PLUi - Modification n°2 : réalisation d'une évaluation environnementale suite à l'avis d'examen au cas par cas de la MRAE

Résumé :

Par délibération en date 28 février 2020, le conseil de Communauté a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Il est entré en vigueur le 8 juin 2020. Après deux années d'application, il est apparu nécessaire de faire évoluer le PLUi afin de permettre l'ajustement du document d'urbanisme à certains projets et réflexions, d'améliorer l'écriture réglementaire de certaines dispositions en tenant compte notamment du retour d'expérience de la mise en œuvre du PLUi.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Suit l'avis de l'autorité environnementale de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de modification n°2 du PLUi de la Communauté.

Article 2: Autorise le Président pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la réalisation de l'évaluation environnementale de la procédure de modification n°2 du PLUi de la Communauté.

AMÉNAGEMENT

DCC2022_114 PLUi - Modifications n°1 et n°2 - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation

Résumé :

Par délibération en date 28 février 2020, le conseil de Communauté a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Il est entré en vigueur le 8 juin 2020. Après deux années d'application, il est apparu nécessaire de faire évoluer le PLUi afin de permettre l'ajustement du document d'urbanisme à certains projets et réflexions, d'améliorer l'écriture réglementaire de certaines dispositions en tenant compte notamment du retour d'expérience de la mise en œuvre du PLUi.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Approuve les modalités de concertation telles que définies ci-dessus au paragraphe « Modalités d'organisation de la concertation préalable ».

Article 2: Autorise le Président à fixer les dates de début et de clôture de la dite concertation.

Mobilité

DCC2022_118 Évolution du taux de Versement Mobilité sur le périmètre de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas

Résumé :

Suite au transfert de la compétence mobilité à la Communauté, le taux de Versement Mobilité avait été maintenu à 0,45% sur la commune de Landerneau et porté à zéro sur les autres communes du territoire, pour l'année 2021. A l'issue d'un travail de concertation avec les acteurs du territoire, en particulier les employeurs, il est proposé aux élus d'adopter un nouveau taux de Versement Mobilité au 1er janvier 2023 sur les autres communes (hors Landerneau) pour pouvoir contribuer à financer des actions mobilité.

Débats : Patrick LECLERC précise que le versement mobilité représente aujourd'hui 30% des recettes, de l'ordre de 350 000 € pour faire fonctionner les services de transport en commun. Georges PHILIPPE demande quelle va être la progressivité du taux du versement mobilité et son calendrier de mise place.

Julien POUPON répond qu'elle n'est pas connue aujourd'hui. L'intercommunalité va initier l'année prochaine des actions concrètes pour développer l'offre de mobilité puis échangera avec le comité des partenaires et employeurs du territoire au sujet de ce taux. Si la décision est prise de le faire évoluer il faudra procéder à un nouveau vote et passer par une autre phase de concertation. Ce processus de construction est normal. La Communauté d'Agglomération espère avancer sur de nouvelles actions de mobilité qui justifieront peut-être une augmentation du taux actuel. De toute façon, la loi impose d'arriver à une confluence et à un taux commun à l'ensemble du territoire dans un délai raisonnable.

Patrick LECLERC confirme que le principe retenu avec les entreprises est une progression en fonction des services rendus. Il faut justifier de la mise en place de services, à la fois à destination des entreprises, mais aussi et surtout pour les habitants qui souvent sont leurs salariés. Ensuite tout dépendra des avancées réalisées consécutivement aux échanges.

Des solutions sont en construction, avec un travail réalisé avec plusieurs entreprises sur le covoiturage. Il est d'avis que certaines actions peuvent être accompagnées par la collectivité pour aider ces établissements à se structurer et mettre du lien dans les zones d'activités par exemple. Les entreprises sont en demande de mobilité car elles se trouvent confrontées à des problèmes de recrutement. Après il faudra certainement inventer des solutions qui seront pertinentes pour tous, ce qui ne sera pas si simple et en fonction, il faudra bien financer ces actions.

Il existe donc une solution à concevoir ensemble afin que cette politique liée à la mobilité devienne une réalité pour l'ensemble du territoire. Vous n'aurez cependant pas manqué de constater que la Communauté d'Agglomération investit environ 400 000 € en plus des recettes générées par le versement mobilité pour équilibrer l'investissement. L'enveloppe prévue pour asseoir le schéma de mobilité durable programmé est d'environ 10 M d'euros, ce qui va nécessiter des investissements qui devront bénéficier à l'ensemble de l'intercommunalité. Nombre de collectivités voisines ont pris cette compétence, mais n'ont pas apporté beaucoup de réponses, au contraire de la Communauté d'Agglomération qui se veut proactive. Le niveau de service a déjà été élevé, notamment par la création de la Ligne Daoulas-Landerneau : demain celui-ci sera encore rehaussé et la progressivité du versement mobilité sera proportionnelle à cette progression.

Jean-Bernard FLOCH félicite l'initiative de fixer le taux de départ à 0.25 % et non à 0.45 % directement, car il rappelle que la France est championne d'Europe au niveau des impôts de production, et que la volonté est tout de même de les diminuer, et non les augmenter. C'est donc une décision sage de maintenir le taux à 0.25% d'autant plus qu'effectivement, aujourd'hui, il n'existe pas beaucoup de contrepartie. Il se remémore la décision de mettre en place le premier versement de la taxe de mobilité au taux de 0.40 % au niveau de la ville de Landerneau et en retour de la bronca des entreprises : il faut donc faire très attention à de telles décisions qui ont une portée non seulement économique mais aussi très symbolique.

Patrick LECLERC répond que l'époque a changé et que les questions de mobilité sont devenues cruciales pour les entreprises. Les entreprises situées sur le territoire landerneen continuent de s'acquitter du taux de 0.45 %, et même si cela ne les réjouit guère de payer des impôts, elles sont plus en phase avec ce prélèvement qu'avec d'autres. En effet, en contrepartie un service est rendu aux salariés et aux clients, ce qui rend plus lisible l'imposition. Il ne faut pas non plus oublier que les collectivités, comme l'hôpital de Landerneau font partie des plus gros contributeurs. D'ailleurs, la ligne qui fonctionne le mieux est celle qui dessert l'hôpital, avec un vrai service proposé aux habitants. Nous sommes tous bien entendu d'accord que c'est mieux quand il y a moins de fiscalité, mais après, pour développer du service, il faut en contrepartie mettre les moyens pour sa mise en place. La proposition de démarrer à 0.25% permet déjà de compenser une partie de l'investissement consenti par la collectivité et aussi d'amorcer une démarche avec les entreprises. En effet, les employeurs seront en parallèle accompagnés pour trouver des solutions à leurs problèmes liés à la mobilité.

Marc JEZEQUEL demande quelle forme va prendre le recouvrement de ce versement mobilité. En effet, si bronca il y a, au moins, les élus doivent avoir des éléments de réponse.

Frédéric KERLAN explique que l'Urssaf et la MSA pour les entreprises liées à une activité agricole seront les collecteurs et ensuite reverseront les sommes perçues à la Communauté, qui n'est donc pas l'interlocuteur direct.

Julien POUPON explique que les contributeurs sont déjà informés des modalités de prélèvement et que l'Urssaf va collecter pour la Communauté. Il confirme que la plus grande proportion de ce versement viendra des structures publiques ou associatives qui représentent 60 % des sommes perçues, qui irrigueront toute la politique mobilité de l'intercommunalité : effectivement, les transports scolaires sont pris aussi par les enfants des salariés et c'est ce versement mobilité qui va les payer puisque les modifications de lignes à venir, notamment en raison de l'ouverture du nouveau collège vont aussi avoir un impact sur le budget lié aux mobilités.

Patrick LECLERC concède que c'est une étape importante, mais si la collectivité veut proposer un service à ses habitants, il va falloir disposer des moyens adéquats. Donc c'est le sens de la progressivité qui est proposé, même si d'aucuns prônaient de porter tout de suite le taux à 0,45 %, la décision a été prise de tabler d'abord sur un taux de 0,25 % et l'augmenter progressivement en fonction des services qui seront rendus.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Décide :

- le maintien d'un taux de Versement Mobilité à 0,45 % sur la commune de Landerneau,
- l'instauration d'un taux de Versement Mobilité de 0,25 % sur les 21 autres communes au 1^{er} janvier 2023,

Article 2 : S'engage à accompagner les employeurs du territoire dans la recherche de solutions de mobilité durables, notamment à travers l'étude mobilité qui sera menée à partir de octobre 2022.

AMÉNAGEMENT

DCC2022_119 Convention de financement Direction mobilité Don Bosco

Résumé :

Afin de poursuivre et développer son offre de mobilité solidaire auprès des habitants du territoire communautaire, la Direction Mobilité de Don Bosco a sollicité une participation de la Communauté de 5 000 € au titre de l'année 2022.

Débats : Julien POUPON précise l'intérêt de cette convention avec Don Bosco qui va être force de proposition pour apporter cette dimension inclusive et solidaire dans l'élaboration des solutions de mobilité à mettre en œuvre.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Décide la participation de la Communauté à la Direction Mobilité de Don Bosco à hauteur de 5 000 € pour l'année 2022, au titre des actions de mobilité inclusives menées avec les partenaires du territoire,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention de partenariat entre la Communauté et la Direction de Don Bosco Mobilité, annexée à la présente délibération.

MOYENS GÉNÉRAUX

Commande publique

DCC2022_120 Avenant n°5 au contrat de la DSP pour l'exploitation du réseau de transport urbain et scolaire par contrat de concession : mise en service d'une navette scolaire supplémentaire pour la desserte de l'établissement Saint-Joseph.

Résumé :

Suite à un accroissement des effectifs scolaires du lycée Saint-Joseph de Landerneau terminant à 16h10, il est proposé d'ajouter une navette supplémentaire pour assurer le transport des élèves de manière sécurisée, de l'établissement jusqu'à la gare routière.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Approuve la mise en service d'une navette scolaire supplémentaire pour la desserte de l'établissement Saint-Joseph de Landerneau, dans les conditions indiquées au sein de la présente délibération,

Article 2 : Autorise le Président à signer l'avenant N°5 au contrat de DSP annexé à la présente délibération.

AMÉNAGEMENT

Habitat

DCC2022_121 Garantie d'emprunt - Armorique Habitat : opération logements sociaux - route des Anges à Landerneau

Résumé :

Demande de garantie d'emprunt pour une opération validée en programmation 2021 : acquisition en VEFA de 8 logements sociaux locatifs (4 PLUS et 4 PLAio)

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le cautionnement d'un prêt d'un montant total de 487 839,00 €, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et les conditions du prêt n°135 585.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Accepte d'apporter sa garantie aux conditions suivantes :

- la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité,
- sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : S'engage, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

DCC2022_122 Garantie d'emprunt - Aiguillon Construction : opération logements sociaux - Keroullé à Pencran

Résumé :

Demande de garantie d'emprunt pour une opération validée en programmation 2021 : construction de 10 logements sociaux locatifs (6 PLUS et 4 PLAio).

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le cautionnement d'un prêt d'un montant total de 1 867 984,00 €, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et les conditions du prêt n°137 479. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Accepte d'apporter sa garantie aux conditions suivantes :

- la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité,
- sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : S'engage, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

AMÉNAGEMENT

DCC2022_123 Garantie d'emprunt - Armorique Habitat : opération logements sociaux - Terrasses du Menez-Dirinon

Résumé :

Demande de garantie d'emprunt pour une opération validée en programmation 2019 : construction de 2 logements sociaux locatifs (1 PLUS et 1 PLAio)

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le cautionnement d'un prêt d'un montant total de 147 579 €, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et les conditions du prêt n°137 940. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Accepte d'apporter sa garantie aux conditions suivantes :

- la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité,
- sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : S'engage, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

MOYENS GÉNÉRAUX

Systèmes d'information

DCC2022_124 Renouvellement des conventions d'échange de données géographiques et de services associés

Résumé :

Il est proposé au conseil de Communauté d'approuver les projets de conventions d'échanges de données géographiques et de services associés avec le Pôle métropolitain du Pays de Brest d'une part, et les communes d'autre part.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Approuve la convention d'échange de données géographiques et de services associés entre la Communauté et le pôle métropolitain du Pays de Brest et autorise le président à la signer,

Article 2 : Approuve le modèle de convention d'échange de données géographiques et de services associés entre la Communauté et les communes de la Communauté,

Article 3 : Autorise le Président, ou son représentant, à signer avec chacune des communes de la Communauté une convention d'échange de données géographiques et de services associés.

AMÉNAGEMENT

Economie

DCC2022_125 ZAE de Saint-Eloi Nord - Plouédern - Régularisation foncière

Résumé :

Lors de son implantation à Saint-Eloi Nord, le groupe Tanguy via la SCI U2 a acquis des terrains en propriété privé. Il a souhaité raccorder ses réseaux et infrastructures à la ZAE de Saint-Eloi. De plus, afin d'améliorer les conditions d'accès et d'implantation de son bâtiment, il s'est porté acquéreur de trois parcelles appartenant à la collectivité. Il convient aujourd'hui de régulariser la cession de l'une de ces parcelles nommée ZR 112 (3 716m2).

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Autorise la cession de la parcelle ZR 112 à la SCI U2 ou toute personne physique ou morale la représentant, pour un montant forfaitaire de 1 000 € HT,

Article 2 : Autorise le Président ou son représentant à signer les actes relatifs à ce projet.

DCC2022_126 Hanvec - Projet de cession du local commercial par le salon de coiffure

Résumé :

La Communauté est propriétaire de deux locaux commerciaux situés au centre-bourg d'Hanvec, 2 place François Fagot. Elle est sollicitée par l'un de ses locataires l'entreprise Re-belle, salon de coiffure exploité par Mme Grall, pour l'acquisition des murs du local commercial loué afin de développer et pérenniser son activité.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à signer l'acte de vente avec la société Re-belle ou toute personne physique ou morale se substituant à elle, du lot 2 (salon de coiffure) du bâtiment situé 2 place François Fagot précédemment décrit appartenant à la parcelle AB n°392, AB n° 393, d'une surface de 53 m2 (surface à préciser avant la cession) pour un prix net vendeur de 50 000€ HT.

AMÉNAGEMENT

DCC2022_127 Hôtel d'entreprises de Kerhuel - La Roche Maurice : cession du bien à la commune et à l'entreprise MKS

Résumé :

La Communauté souhaite céder un bien économique sur la commune de la Roche-Maurice pour un montant total de 115 000 euros.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la cession du bien économique appartenant à la Communauté situé sur les parcelles cadastrées AH 177 et AH 143 site de Kerhuel à la Roche-Maurice pour un montant total de 115 000 euros net vendeur,

Article 2 : Autorise la cession du lot identifié en annexe « projet de cession 1 » à la commune de la Roche-Maurice pour un montant de 57 500 euros net vendeur,

Article 3 : Autorise la cession du lot identifié en annexe « projet de cession 2 » à l'entreprise MKS Communication, ou toute autre personne physique ou morale se substituant à elle, pour un montant de 57 500 euros net vendeur,

Article 4 : Autorise le Président ou son représentant à signer les actes relatifs à ce projet,

Article 5 : Dit que les crédits sont inscrits au chapitre 024 – Produit des cessions du budget annexe action économique.

DCC2022_128 Evolution de la politique locale du commerce et de ses dispositifs en faveur du commerce et de l'artisanat

Résumé :

La politique locale du commerce et du soutien aux activités commerciales a été initiée en 2018. Elle est composée de trois dispositifs de soutien : la politique de fonds de concours à destination des communes, les aides directes à destination des porteurs de projets : l'aide aux boutiques à l'essai (ville de Landerneau) et le Pass commerce et artisanat (pour les autres communes). En complément, le Pass numérique est une aide économique à destination des TPE mise en place en période de crise sanitaire pour accompagner les commerces et artisans de proximité dans leurs besoins en digitalisation. Aujourd'hui, suite à un premier bilan, il est proposé de faire évoluer les dispositifs d'aides directes aux entreprises sur l'ensemble du territoire de la Communauté. Le dispositif de soutien aux communes sera intégré au nouveau dispositif de fonds de concours de la Communauté tel qu'approuvé lors du conseil de Communauté du 24 juin 2022.

Débats : Jean-Bernard FLOCH demande si pour le Pass commerce, le montant minimum de travaux à réaliser, de 4000.00 € a été supprimé. En effet, ce seuil pouvait être handicapant et certains projets se situant en dessous n'ont malheureusement pas pour cette raison pu être subventionnés.

Patrick LECLERC répond que ce point sera vérifié. La refonte du dispositif fonds de concours de la Communauté va conduire à adapter l'écriture du dispositif pass commerce et d'intervention en faveur de maintien du dernier commerce pour renforcer la cohérence de la politique volontariste de la collectivité dans ce domaine,

Georges PHILIPPE demande si une exploitation agricole ayant fait l'objet d'une reprise familiale et qui souhaite reprendre un commerce en plus en centre-bourg pour vendre les produits de la ferme pourrait bénéficier d'un accompagnement.

Patrick LECLERC explique que ce ne sera pas possible au travers de ce dispositif, car cette situation rentre plutôt dans le cadre de l'accompagnement à l'installation des jeunes agriculteurs. S'ils sont jeunes, ils peuvent remplir les conditions pour bénéficier de cette aide de la Communauté qui vient abonder les subventions mises en place par la Région Bretagne relatives à l'installation des jeunes agriculteurs. Le Président constate d'ailleurs que cela fait un certain temps que des dossiers de cette nature n'ont pas été déposés à la communauté. Alors s'ils estiment pouvoir être éligibles, qu'ils n'hésitent pas à se manifester auprès des services communautaires.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Adopte la nouvelle rédaction de l'intérêt communautaire dans le cadre de la politique locale du commerce,

Article 2 : Décide que la présente délibération abroge les dispositions relatives à la politique locale du commerce dans la délibération n°2018_22-DE,

Article 3 : Adopte l'évolution de la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales et les ajustements des dispositifs la composant tels que cités ci-dessus,

Article 4 : Autorise le Président ou son représentant à précéder à toutes les formalités nécessaires à ces mesures et notamment à signer tout acte ou toute convention à cet effet.

MOYENS GÉNÉRAUX

Ressources humaines

DCC2022_129 Mise en place du télétravail - lancement d'une phase d'expérimentation

Résumé :

La Communauté a mené une réflexion sur la mise en place du télétravail au sein de ses services, en lien avec la Ville de Landerneau et avec l'appui du Centre de Gestion du Finistère.

Il est proposé de lancer une phase d'expérimentation de 6 mois sur la base du cadre de référence défini dans la "charte télétravail" annexée.

Débats : Bernard GOALEC indique que le travail de réflexion avec l'accompagnement du CDG29 a permis de trouver un cadre équilibré pour cette expérimentation.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Décide le lancement d'une phase d'expérimentation du télétravail au sein de la collectivité à compter du 10 octobre 2022 pour une période de 6 mois ;

Article 2 : Décide la validation des critères et modalités d'exercice du télétravail tels que définis dans la présente délibération et la « charte télétravail » annexée.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2022_130 Mise à jour du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel)

Résumé :

Il est proposé au conseil de Communauté une mise à jour du RIFSEEP portant sur la retenue des primes en cas d'indisponibilité physique.

Débats : Bernard GOALEC fait part de la portée de cette délibération : il ne sera plus possible pour un agent en congé longue durée ou en congé longue maladie de conserver le régime indemnitaire, ceci pour respecter la parité avec les agents de la fonction publique d'Etat suite à l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat qui apporte une clarification sur ce point.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Adopte la mise à jour du régime indemnitaire

DCC2022_131 Création de deux emplois : chargé de la politique et des projets mobilité, et directeur général adjoint des services

Résumé :

Il est proposé de créer deux emplois permanents : un emploi de chargé de la politique et des projets mobilité, et un emploi de directeur général adjoint des services

Débats : Bernard GOALEC souligne que la mobilité est une compétence majeure à construire.

Le poste de chargé de mission d'une durée de 3 ans arrive à échéance ; il convient de pérenniser cette compétence qui est dans le projet de territoire au coeur des transitions à opérer en créant un emploi permanent.

Quant au DGS il a fait connaître son souhait de s'orienter vers un autre projet professionnel et la création d'un poste de DGAS va permettre à l'agent recruté de bénéficier d'un tuilage avant de glisser sur le poste de DGS quand il sera vacant.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Crée un emploi de chargé de la politique et des projets mobilité à temps complet et un emploi de directeur adjoint des services à temps complet

Article 2 : Modifie le tableau des emplois

Article 3 : Inscrit les crédits correspondants au budget

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2022_132 Agent d'accueil France Services : création d'un emploi non permanent nécessaire à la réalisation d'un projet.

Résumé :

Dans le cadre de la labellisation France Services, il est proposé de créer un emploi non permanent d'agent d'accueil France Services itinérant à temps non complet entre Daoulas et Ploudiry. Ce contrat sera proposé en contrat de projet.

Débats : Tiphaine LETEURÉ demande si ce poste sera pérennisé au-delà de 2023 lorsqu'il n'y aura plus de financement extérieur ?

Patrick LECLERC répond qu'il faut déjà déployer le service, le développer et évaluer les activités réalisées. Ensuite, il conviendra à la fin de cette expérimentation de regarder quelles seront les politiques proposées pour envisager sa prolongation.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise la création de cet emploi et l'inscription au budget des crédits correspondants.

DCC2022_133 Mise à jour du règlement du temps de travail des éducateurs sportifs d'Aqualorn

Résumé :

Il est proposé de mettre à jour le règlement du temps de travail des éducateurs sportifs d'Aqualorn mis en place en avril 2018.

Débats : Bernard GOALEC indique que le cadre de travail a été adapté au calendrier scolaire en respectant le fonctionnement en cycle et sur le modèle de l'annualisation.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la mise à jour du règlement du temps de travail des éducateurs sportifs d'Aqualorn ci-annexée.

SERVICES À LA POPULATION

Politique de fonds de concours

DCC2022_134 Politique sportive - Fonds de concours sollicités par les communes de Hanvec et de Saint-Urbain

Résumé :

Les communes de Hanvec et de Saint-Urbain ont déposé une demande de fonds de concours auprès de la Communauté d'agglomération dans le cadre de leurs projets de construction/ réhabilitation de vestiaires.

Débats : Yves CYRILLE et Julien POUPON remercient la Communauté pour le soutien apporté à leurs projets sportifs.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Approuve le taux de participation de 7 % du reste à charge des communes pour les deux projets,

Article 2 : Autorise le Président à signer les conventions de versement des fonds de concours.

SERVICES À LA POPULATION
La Cimenterie**DCC2022_135 Convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Landerneau Bretagne Basket (LBB)****Résumé :**

La Communauté a conclu, en 2019, une convention d'objectifs avec le LBB portant sur un projet sportif commun pour le territoire et l'attribution d'un financement par la Communauté. Cette convention étant arrivée à échéance en 2021, il est proposé au conseil de Communauté de la renouveler.

Débats : Tiphaine LETEURÉ demande des précisions sur le volet sensibilisation, car elle trouve la convention un peu floue concernant ce volet. Elle souhaite que les objectifs annoncés dans les projets soient précisés, car ils demeurent très généraux.

Patrick LECLERC confirme que ce volet est bien présent et intégré dans les activités du club. Il existe beaucoup d'actions qui sont menées, notamment en partenariat avec l'IME(personnes en situation de handicap) et des personnes éloignées des activités sportives(sport pour tous dans une perspective inclusive, promotion du sport féminin ...). Le Président propose, car c'est aussi le souhait du LBB que le projet associatif du club soit présenté lors d'une commission plénière élargie. Il est humainement intéressant et présente l'ensemble des actions effectuées à travers l'aspect sportif et également humain. Il est particulièrement bien travaillé et il est légitime qu'il soit présenté aux élus communautaires. Comme il existe une convention, à un moment donné, il est pertinent de faire un bilan. Celui-ci devra être présenté aux élus, mais l'inclusion est vraiment une sensibilité qui leur tient à cœur. Le Président a assisté à quelques rencontres et il a pu constater, que le staff et les joueuses professionnelles sont formidables avec les personnes en situation de handicap, ce qui donne une âme supplémentaire à l'activité professionnelle du club. Cette présentation sera faite car c'est un souhait commun. C'est aussi un club qui se structure encore et d'ailleurs le mois prochain sera inauguré le « centre de formation » qui hébergera à Landerneau quinze jeunes basketteuses auparavant logées dans des conditions qui n'étaient pas optimales pour concilier leurs études secondaires avec le sport de haut niveau. Elles résident aujourd'hui ensemble à Cap-Saint-Luc,

Patrick LECLERC défendra l'idée que le Pôle Espoir aujourd'hui basé à Rennes soit calqué sur le LBB. Ce n'est pas pour lui inenvisageable d'autant que dans d'autres disciplines, le pôle espoir est associé au club évoluant au plus haut niveau professionnel, ce qui permet d'éviter les déplacements inutiles. Par exemple, les jeunes qui sont licenciées à Landerneau et admises au Pôle Espoir partent le dimanche soir à Rennes, s'entraînent la semaine à Rennes puis reviennent à Landerneau le vendredi soir pour jouer les matchs y compris les déplacements nationaux et repartent à Rennes le dimanche soir. Le BBH ayant réussi à faire transférer la formation de la filière féminine handball à Brest, ce serait logique que le basketball suive la même réflexion de se coupler au club leader, mais ce serait une autre aventure. Toujours est-il que la prochaine commission plénière à programmer avant la fin de l'année sera aussi l'occasion de présenter le club LBB.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Approuve les termes de la convention d'objectifs,

Article 2 : Autorise le Président à signer la convention.

Aqualorn

DCC2022_136 Convention avec l'organisme de formation ICARE pour la mise à disposition d'une salle, de lignes de nage et de créneaux de cours de natation et aquagym

Résumé :

L'organisme de formation ICARE pour son antenne de Brest souhaite s'appuyer sur Aqualorn (l'équipement et son organisation) pour former de futurs éducateurs sportifs des activités aquatiques et de la natation.

Débats : Nathalie GODET est satisfaite de pouvoir accueillir l'organisme de formation Icare qui va ainsi pouvoir proposer sur le Pays de Landerneau-Daoulas la préparation au BNSSA qui n'était plus assurée sur le site d'Aqualorn depuis quelques temps.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les termes de la convention de partenariat avec l'organisme de formation ICARE,

Article 2 : Approuve les termes de la convention de partenariat avec la DDEN (Education Nationale),

Article 3 : Autorise le président à signer les deux conventions.

MOYENS GÉNÉRAUX

Finances

DCC2022_137 Exonération TEOM 2023

Résumé :

Chaque année, le conseil de Communauté est appelé à exonérer de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères les entreprises justifiant de l'élimination de leurs déchets par des filières agréées.

Débats : Georges PHILIPPE s'étonne de ne pas voir l'entreprise Rolland de Tréflévenez figurer dans la liste des entités industrielles exonérées de TEOM.
Frédéric KERLAN indique que les usines sont de droit exonérées de TEOM, ce qui est le cas de l'établissement Rolland.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote la liste ci-dessous des locaux qui seront exonérés de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2023.

Communes	Entreprises/propriétaires	Communes	Entreprises/propriétaires
Saint Thonan	Cloître Imprimeurs	Landerneau	Scarmor
	SARL La Chocolaterie		SCI Bel Air (Distri center)
Plouédern	Chopin		Intermarché
	Arzel		Groupama Loire Bretagne
	Batélec		Point P Bretagne
	France Boissons		GPG (Gifi)
	Pomona Terre d'Azur		CEI (Cadiou)
	Sci Kocher		L'Hostis
Dirinon	Les Hauts de l'Elorn		ERDF
Hanvec	Golias		NOZ
Le Tréhou	Miorcec		LIDL
Pencran	Rungoat		SAS Landerneau Dis (Centre Leclerc, Espace culturel)
	Peugeot		
	Sofimat		

POINTS DIVERS

Sans objet

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 21H00.

Suivent les signatures du Président de la Communauté et du Secrétaire de séance.

Envoyé en préfecture le 15/12/2022

Reçu en préfecture le 15/12/2022 642

Affiché le

ID : 029-242900801-20221214-DCC2022_139-DE

SIGNATURES PV DU CONSEIL DE COMMUNAUTE DU 30 SEPTEMBRE 2022

Patrick LECLERC Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas	Jean-Luc LE SAUX Secrétaire de séance
	